

« Un dernier budget dans la continuité de la stratégie économique du quinquennat »

**C'est bien là le drame !**

Tout est dit dans le titre de présentation du projet de loi de finances 2017.

Il vient clôturer cinq années de réductions des dépenses publiques qui se sont traduites par de nombreuses régressions sociales; réduction des services publics, des protections sociales...

Dans le même temps la part belle a été faite, sans contreparties et en pure perte, au patronat principal bénéficiaire des choix budgétaires du gouvernement. Le rapt du CICE en est l'illustration phare (il devrait coûter 19 milliards cette année et passer à 23 milliards en 2017).

Cette année encore les services publics seront mis à mal, hormis quelques secteurs jugés prioritaires.

Sur le plan fiscal, on a la confirmation que la promesse de la grande réforme n'aura pas été tenue et la perspective de la mise en place du prélèvement à la source constitue encore une mauvaise nouvelle pour les salarié-es, les retraité-es et les entreprises. Cette usine à gaz ne résoudra pas l'injustice fiscale qui s'est aggravée au cours de ce mandat ! Bien au contraire !

Le projet de baisse de l'impôt sur les sociétés (même ciblée) confirme, s'il en était besoin, que ce gouvernement oublie encore une fois de répondre aux attentes de celles et ceux qui souffrent d'une dégradation du tissu social engendrée par les non-réponses au chômage et à la misère grandissante.

Les chiffres du chômage et les inégalités sociales montrent l'efficacité de la politique de réduction du coût du travail et des cadeaux fiscaux aux entreprises (largement inspirée du Medef).

Le fait d'avouer que gagner 1700 euros par mois vous fait entrer dans le club de la classe moyenne en dit long sur la vision du partage des revenus de ce gouvernement. Il fut un temps où le président hollandais considérait qu'être dans la classe moyenne s'était d'avoir au moins 3000 euros par mois... quelle dégringolade !

Le choix est fait continuer à réduire les dépenses publiques, tout en continuant à se priver d'une partie des recettes budgétaires, et en portant mollement la lutte contre les paradis fiscaux et la fraude fiscale internationale. Il s'engage à respecter les 3% de déficit budgétaire chers aux institutions européennes, ce chiffre sert de guide aux politiques d'austérité et de moyen de pression pour obliger aux réformes du marché du travail.

Le PLFSS (projet de loi de financement de la sécurité sociale) qui sera bientôt présenté validera cette orientation en fragilisant notre système de santé et les conditions de vie des retraité-es.

Décidément depuis l'engagement dans le pacte européen budgétaire, le pays plonge chaque jour un peu plus dans le creuset des inégalités.

Pour répondre aux légitimes exigences sociales, seules la mobilisation pourra permettre d'imposer une rupture avec ces politiques désastreuses d'austérité et de rigueur, dictées par les logiques financières, qui sont un échec.

**144 Bd de la Villette  
75 019 Paris**

**Téléphone : 01 58 39 30 20  
Télécopie : 01 43 67 62 14**

**contact@solidaires.org  
www.solidaires.org**

